

Perspectives régionales : Amérique latine et Caraïbes

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances pour les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail mondial. Compte tenu de la diversité de ces régions, l'objectif des synthèses n'est pas de comparer leurs résultats, mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et sur les nouvelles tendances, et en soulignant comment ces éléments sont liés aux principaux messages des *Perspectives*. Les comparaisons proposées dans le cadre des évaluations sont généralement établies en considérant le terme de la période de projection des *Perspectives* (2033) et la période de référence 2021-23.

Au cours des dernières années, les systèmes agroalimentaires mondiaux ont subi de nombreuses secousses, notamment la pandémie de COVID-19, les conséquences de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, les fluctuations de l'approvisionnement liées aux conditions météorologiques dans certaines régions, la hausse brutale des prix de l'énergie, une crise du coût de la vie et la forte inflation. Dans plusieurs régions, la flambée des prix des produits alimentaires a eu des conséquences sur le coût et l'accessibilité financière d'une alimentation saine, ainsi que sur la sécurité alimentaire. L'ampleur de ces conséquences varie d'une région à l'autre en fonction des ressources disponibles, de la structure économique et du niveau de développement et de revenu propres à chacune. Les synthèses présentées ici ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces secousses, mais reflètent les projections macroéconomiques les plus récentes, à l'heure où le monde semble retrouver la voie de la normalité. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles sur lesquelles reposent les *Perspectives* à moyen terme, en faisant l'hypothèse, en dépit des incertitudes qui subsistent, que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des carburants et des produits destinés à l'alimentation humaine et animale s'estomperont peu à peu.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges détaillées dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe qui fournit, sur la base de modèles communs, des graphiques et des tableaux décrivant les principaux aspects des projections pour la région concernée.

Contexte

Une croissance due aux exportations dans un contexte mondial de plus en plus fragmenté

S'étendant sur quelque 2 milliards d'hectares, la région Amérique latine et Caraïbes recèle d'innombrables ressources agricoles. Elle compte plus de 660 millions d'habitants, soit près de 8.5 % de la population mondiale. Bien que sa densité moyenne de population soit peu élevée, elle est la région en développement la plus urbanisée au monde. D'ici à 2033, sa population devrait avoisiner les 710 millions d'habitants, dont 84 % pourraient résider en milieu urbain. Si la majorité des habitants pauvres de la région vivent dans les villes, près de 120 millions de personnes peuplent les campagnes, où le taux de pauvreté continue d'être élevé, ce qui pose d'importantes difficultés.

En dépit de ses vastes ressources, dont la répartition par région n'est pas homogène, la sécurité alimentaire représente un défi constant. Les progrès engrangés depuis le début des années 2000 se sont inversés à compter de 2014, lorsque les avancées historiques en matière de réduction de la pauvreté ont marqué le pas, freinées par une multitude de problèmes macroéconomiques. Outre la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée à grave qui s'accroît depuis 2014, la concomitance de plusieurs bouleversements d'ampleur mondiale a récemment accéléré le revirement des progrès. Il s'agit notamment de la pandémie de COVID-19 et de son corollaire, les problèmes économiques, dont certains persistent à ce jour, de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, des crises énergétique et du coût de la vie, du conflit en cours au Proche-Orient, et de l'inflation des produits alimentaires qui a atteint presque 15 % en moyenne au cours des trois dernières années. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, après la hausse du taux d'extrême pauvreté dans la région, qui, rehaussé par la pandémie de COVID-19, s'est élevé à 13.8 % en 2021, la tendance s'est inversée et le taux est retombé à 11.2 % en 2022, soit à un niveau comparable au niveau pré-pandémique. L'incidence de l'insécurité alimentaire modérée à grave a également atteint un pic en 2021 ; si elle a légèrement reculé en 2022, elle reste nettement supérieure au niveau pré-pandémique, les femmes et les populations des campagnes étant toujours les plus touchées. L'écart entre les genres s'est réduit en 2021 et en 2022, mais continue de représenter 9.1 points de pourcentage (FAO, FIDA, OPS, UNICEF et PAM, 2023^[11]). L'amélioration de la sécurité alimentaire, en dépit de l'inflation alimentaire élevée, témoigne du rétablissement des revenus et du succès des programmes de protection sociale mis en œuvre en vue d'atténuer la crise. La baisse de l'inflation des produits alimentaires devrait se poursuivre, entraînant l'amélioration de l'accessibilité financière des produits alimentaires et accélérant les progrès en matière de renforcement de la sécurité alimentaire.

Une bonne partie de la région pâtit de perspectives économiques sombres depuis plusieurs années, et le revenu par habitant s'est contracté de 0.9 % par an en moyenne au cours de la décennie écoulée. Bien que des problèmes structurels antérieurs, tels que le niveau élevé des inégalités et de la pauvreté, aient accentué les effets de la pandémie de COVID-19, laquelle a été suivie d'une récession, la région a rapidement rebondi. Stimulé par le prix élevé des matières premières et le rôle essentiel joué par les échanges dans la région, en 2022, le PIB réel par habitant était supérieur au niveau enregistré en 2019. En 2023, l'élan a été brisé par la hausse des taux d'intérêt, la baisse des prix des matières premières, le fléchissement des partenaires commerciaux et un contexte mondial globalement moins favorable. L'inflation convergeant lentement vers les taux ciblés par les banques centrales, la croissance devrait, après avoir atteint son niveau le plus bas en 2024, se situer à 1.6 % en moyenne par an à moyen terme. Comme presque partout dans le monde, les risques sont considérés comme étant orientés à la baisse, en particulier à moyen terme, mais la forte dépendance commerciale de la région la rend très vulnérable face à une éventuelle accélération de la fragmentation géopolitique. Compte tenu de la diversité des pays de la région en matière d'activité économique et d'étendue des risques intérieurs qui accroissent les répercussions mondiales, l'ampleur du rebond et du ralentissement qui s'ensuit varie d'un pays à l'autre.

D'après les prévisions, le PIB par habitant de la région s'établira à près de 10 900 USD d'ici à 2033, soit une hausse de 19 % par rapport à la période de référence 2021-23, mais de seulement 9 % de plus qu'en 2014 et près de 20 % de moins que la moyenne mondiale. Dans la région, les ménages consacrent en moyenne quelque 16 % de leurs dépenses totales à l'alimentation ; cependant, en raison des différences de revenu et des inégalités, ce pourcentage varie sensiblement d'un pays à l'autre. Dans les pays où la part de l'alimentation dans les dépenses totales est plus élevée, la modération de l'inflation des produits alimentaires a nettement porté ses fruits. Il en va différemment dans les pays en proie à une forte instabilité macroéconomique, dans la mesure où la dépréciation des taux de change, l'un des moteurs de l'inflation des produits alimentaires, peut compenser en partie la baisse des prix mondiaux en dollars des États-Unis.

L'agriculture de la région se caractérise par sa grande diversité. L'éventail des structures d'exploitation agricole comprend de grandes exploitations commerciales, souvent tournées vers les exportations, des exploitations familiales grandes ou moyennes, et quelque 15 millions de petits exploitants qui assurent une grande partie de la production alimentaire de la région (OCDE/FAO, 2019^[12]). Les structures de plus petite taille qui manquent souvent de ressources et les grandes exploitations tournées vers les exportations reflètent la dualité du secteur. La production agricole, halieutique et aquacole représente à peine plus de 6.4 % du PIB total, une part qui s'est accrue dans le contexte des différentes crises que subissent les économies mondiales depuis quatre ans. Cela reflète la résilience du système agroalimentaire de la région, sa bonne performance en 2020 lorsqu'il n'était pas soumis aux restrictions liées au confinement, et la période d'inflation prolongée. La normalisation des prix des matières premières se poursuivra pendant la période de projection, et la part de l'agriculture dans le PIB total devrait régresser à 5.7 % d'ici à 2033.

Compte tenu de sa richesse en ressources, la région Amérique latine et Caraïbes contribue dans une large mesure à l'agriculture mondiale. Entre 2021 et 2023, elle représentait 13 % de la valeur nette de l'agriculture et de la production halieutique et aquacole à l'échelle mondiale, et pas moins de 18 % des exportations totales. Ce résultat est surtout à mettre sur le compte de l'Amérique latine, l'ensemble des Caraïbes étant un importateur net. L'importance des exportations agricoles de la région se traduit également par sa part croissante dans la valeur totale de la production, qui s'élève à près de 70 %. La hausse historique des exportations bénéficie d'un regain de compétitivité : la productivité totale des facteurs a augmenté de 40 % entre 2000 et 2019.¹ La croissance est soutenue par une utilisation accrue des intrants ; le recours aux engrais, en particulier, a augmenté de 27 % au cours de la seule décennie écoulée. La flambée des prix des engrais en 2022, combinée aux perturbations sur les chaînes d'approvisionnement dues à la guerre de la Russie contre l'Ukraine, a entraîné une forte baisse de l'épandage par hectare et a mis en lumière la nécessité d'utiliser les engrais à bon escient. Les investissements visant à renforcer l'efficacité contribuent à freiner la progression de l'épandage par hectare, la ramenant à 8 % au cours des dix années à venir. La croissance attendue au cours des dix prochaines années étant principalement portée par les exportations, l'ouverture commerciale, l'utilisation efficace des intrants, les stratégies performantes visant l'adaptation au changement climatique et son atténuation, ainsi que le renforcement de l'attention accordée à la durabilité environnementale seront essentiels pour maintenir et accroître la compétitivité.

En tant que plus grande importatrice nette des régions étudiées dans ces *Perspectives*, il est paradoxal de constater que certaines des principales difficultés auxquelles se heurte la région Amérique latine et Caraïbes concernent la sécurité alimentaire. L'accessibilité financière, plutôt que les problèmes de disponibilité, est en cause, mettant en évidence les problèmes relatifs à la répartition des revenus, auxquels s'est ajoutée récemment la forte inflation des produits alimentaires, le tout étant exacerbé par la pauvreté généralisée en milieu rural et l'instabilité macroéconomique dans de nombreux pays. L'orientation marquée de la région vers les exportations a protégé la croissance du secteur contre les difficultés macroéconomiques, mais elle l'a également rendue vulnérable face à une volatilité croissante,

à un contexte financier plus tendu et à une demande d'importations en baisse à l'échelle mondiale. À la suite de la pandémie, l'importance accrue accordée au développement des chaînes d'approvisionnement nationales et la prise de conscience des enjeux de durabilité environnementale par certains importateurs pourraient influencer les politiques commerciales et les perspectives d'exportation ultérieures. La concentration croissante des exportations par pays de destination, qui expose la demande d'exportations à des risques de marché plus élevés, les nouvelles perturbations des routes maritimes sur fond de conflit en mer Rouge et en mer Noire, ainsi que la réduction du trafic dans le canal de Panama due à la sécheresse engendrent d'autres problèmes d'ordre commercial. La persistance de ces perturbations pourrait entraîner la hausse des tarifs du transport maritime, affectant de fait la compétitivité. Face aux risques liés au commerce, les stratégies d'adaptation du secteur et la résilience face aux répercussions du changement climatique seront indispensables pour assurer une croissance soutenue.

Production

Une croissance portée par l'expansion et les gains de productivité

D'après les prévisions, la production végétale, halieutique et aquacole de la région augmentera de près de 15 % d'ici à 2033. Près de 50 % de cette croissance devrait provenir de la production végétale (+ 14 %), contre une progression plus modérée de 12 % pour le secteur de l'élevage. La valeur nette de la production halieutique et aquacole devrait s'accroître de 23 %, bien que partant d'un niveau nettement plus bas et, d'ici à 2033, elle ne devrait pas représenter plus de 14 % de la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole, contre 48 % pour les cultures et 39 % pour l'élevage.

La région étant riche en terres, l'expansion et l'intensification permettront d'accroître considérablement la production végétale. La superficie totale affectée à l'agriculture devrait augmenter de près de 7 Mha, ce qui correspond à la plus forte hausse de toutes les régions présentées dans ce chapitre. Cela ne concerne que le secteur des cultures ; par ailleurs, le Brésil concentrera près de 60 % de l'expansion escomptée. L'augmentation des superficies récoltées est près de deux fois supérieure à celle des superficies cultivées, indiquant un recours croissant à la pratique de la double culture. Du fait de leur avantage comparatif en matière de production de soja, le Brésil et l'Argentine fournissent près de 50 % de la production mondiale. Les superficies supplémentaires seront affectées à la culture du soja (31 %) et du maïs (25 %) ; d'autres seront consacrées au blé (8 %) afin de combler d'éventuels déficits d'approvisionnement en provenance de la région de la mer Noire dans le contexte de la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

La part élevée de la région dans la production mondiale de soja (53 %) et de maïs (18 %) devrait encore augmenter au cours de la période de projection. Par voie de conséquence, les fluctuations de l'approvisionnement dans la région peuvent entraîner une forte volatilité des cours mondiaux. C'est ce qu'a montré la flambée des prix du soja sur fond de sécheresse en 2021 et, compte tenu du changement climatique en cours, la fréquence de tels événements devrait s'accroître. De nombreux pays de la région sont déjà confrontés à des sécheresses prolongées, qui réduisent le potentiel de production, ainsi qu'à des vagues de chaleur extrême et à des feux de forêt de plus en plus fréquents. Par conséquent, la capacité de la région à s'adapter au changement climatique et à continuer d'être résiliente face à l'augmentation des phénomènes météorologiques perturbateurs sera essentielle non seulement en ce qui concerne les résultats de son secteur agricole mais également pour la stabilité des marchés mondiaux. En 2022, la Plateforme d'action climatique sur l'agriculture pour l'Amérique latine et les Caraïbes a suggéré que la plupart des pays de la région disposaient du cadre institutionnel et des plans d'adaptation nécessaires pour faire face au changement climatique, mais étaient dépourvus des systèmes de suivi et d'évaluation détaillés nécessaires pour superviser la mise en œuvre, ce qui pouvait entraver l'affectation de fonds.

L'intensification et la hausse des rendements ont joué un rôle déterminant dans la forte croissance de la production de la région. L'augmentation des taux d'épandage devrait ralentir de manière notable pendant

la période de projection. L'association de l'innovation technologique, des pratiques visant à optimiser l'efficacité et du recours accru aux engrais devrait permettre de poursuivre l'amélioration des rendements de la plupart des cultures principales, notamment au travers d'une hausse de 11 % pour le maïs et le blé, et de 12 % pour le soja d'ici à 2033 par rapport à la période de référence 2021-23. Cela permettrait également d'accroître de 10 % la valeur nette de la production par hectare de terre cultivée, et de réduire de 5 % la quantité d'engrais nécessaire par calorie produite.

La région est à l'origine de 15 % de la production animale mondiale et une croissance de 1.2 % par an suffit pour conserver cette part de marché d'ici à 2033. Compte tenu de l'excédent en céréales fourragères, la production animale intensive est très compétitive ; néanmoins, les perspectives de croissance restent sensibles aux risques posés par les maladies animales. La production de viande contribue nettement plus que les produits laitiers à la progression de la production attendue. Parmi les différents types de viande, près de 60 % de la production supplémentaire d'ici à 2033 est attribuée à la volaille. Son court cycle de production favorise la rapidité des avancées génétiques et de l'amélioration du taux de conversion alimentaire, contribuant ainsi au renforcement de la productivité, tandis que la baisse des prix de l'alimentation animale à moyen terme par rapport à ceux de la viande stimule l'expansion. Si les secteurs de la viande bovine et porcine devaient progresser respectivement de 0.9 % et de 1.3 % par an, le premier devrait représenter 19 % de la production supplémentaire de viande d'ici à 2033 et le second 20 %. Les gains de productivité continueront d'être essentiels à la croissance, car une augmentation de 2 % seulement du cheptel bovin se traduira par une hausse de 9 % de la production de viande bovine d'ici à 2033.

La région Amérique latine et Caraïbes fournit près de 10 % de la production halieutique et aquacole mondiale, et la croissance attendue de 0.6 % par an suffira à maintenir cette part de marché d'ici à 2033. Si la pêche proprement dite continue de représenter 75 % de la production, la part de l'aquaculture est en hausse dans plusieurs pays, sa croissance s'élevant à 1.2 % par an contre seulement 0.4 % pour la pêche. Les chiffres de la pêche à proprement parler se caractérisent par une instabilité intrinsèque en raison de l'influence intermittente mais importante du phénomène *El Niño* qui augmente la température de la surface de la mer et réduit la disponibilité des produits halieutiques et aquacoles utilisés pour produire de la farine et de l'huile de poisson. *El Niño* a également une incidence sur l'offre de produits alimentaires disponibles aux fins de la production aquacole à haute valeur ajoutée, telle que celle de l'ormeau. Le changement climatique est susceptible d'aggraver ces effets et de nuire à la constance de l'offre et, ce faisant, de provoquer une instabilité des prix.

Les émissions de GES imputables à l'agriculture devraient augmenter de 3 % au cours des dix années à venir, les cultures y contribuant nettement plus que les produits animaux. En 2033, la région devrait représenter 18 % des émissions mondiales d'origine agricole, soit un chiffre supérieur à sa part dans la production totale. Néanmoins, rapporté à la valeur nette de la productivité agricole, le niveau des émissions par unité de valeur de production devrait fléchir de manière soutenue au cours de la prochaine décennie. Les *Perspectives* de cette année présentent un scénario qui simule l'impact d'une réduction de moitié des pertes alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement et du gaspillage alimentaire au niveau de la vente au détail et des consommateurs d'ici 2030 (ODD 12.3.). Le scénario projette pour la région une réduction des émissions régionales d'origine agricole de 4.6 % par rapport au niveau de référence, et, parallèlement, un accroissement de l'apport calorique. Cela signifie que, d'ici à 2030, les émissions de GES d'origine agricole pourraient baisser de 2.6 % par rapport à leur niveau moyen de la période de référence 2021-23.

Consommation

Les habitudes alimentaires, bien qu'hétérogènes, évoluent progressivement

La croissance de la disponibilité totale en calories dans la région stagne depuis 2015. Cette tendance reflète l'évolution des niveaux de revenu par habitant, qui ont baissé en raison de l'instabilité macroéconomique. Plus récemment, la récession provoquée par la pandémie de COVID-19 en 2020 et la hausse des prix alimentaires qui en a résulté ont réduit l'accessibilité financière des produits alimentaires nutritifs. Toutefois, si l'incidence de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation s'est accrue en 2020 et en 2021, la disponibilité moyenne en calories est restée relativement stable. Cette donnée masque probablement les différences notables existant entre les consommateurs en fonction des pays et du niveau des revenus. Ces différences reflètent les inégalités des revenus dans la région et les répercussions disproportionnées des difficultés économiques dues à la pandémie de COVID-19 et de l'inflation des produits alimentaires qui s'en est suivie pour les populations pauvres et vulnérables, qui consacrent une part plus importante de leur budget total à l'alimentation. D'ici à 2033, la disponibilité moyenne en calories par habitant devrait dépasser les 3 100 kcal par personne et par an, mais à un rythme moyen de seulement 0.3 % par an sur dix ans. Cela représente une hausse de 122 kcal par personne et par jour, grâce à une augmentation de la consommation de céréales, de viande, de produits laitiers, d'huile végétale et de produits frais, et à la diminution de la consommation de sucre. Malgré une baisse de 1 kg par personne et par an d'ici à 2033, la consommation de sucre dans la région reste élevée, et dépasse de 60 % la moyenne mondiale.

Dans une région en proie au triple fardeau de la malnutrition, de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation, et dans un contexte d'augmentation de l'incidence du surpoids et de l'obésité, la réduction de la consommation de sucre reflète une sensibilisation accrue aux liens existant entre alimentation et santé. Des initiatives telles que la législation relative à l'étiquetage à l'avant des emballages et la taxation des boissons sucrées ont contribué à cette sensibilisation. Si les efforts en matière de promotion de bonnes habitudes alimentaires sont susceptibles d'être suivis d'effets, l'accessibilité financière continue d'être un problème, les aliments frais nutritifs étant comparativement chers dans de nombreux pays de la région. Les contraintes financières qui pèsent sur les populations se trouvant au bas de l'échelle de la répartition des revenus ont des conséquences à la fois sur la qualité et sur la quantité de l'apport alimentaire, malgré les répercussions positives d'initiatives telles que les programmes d'alimentation scolaire, dont bénéficieraient 37 % des plus pauvres. Une réduction des pertes et gaspillages alimentaires pourrait aussi améliorer la disponibilité et l'accessibilité financière. D'après les estimations, la quantité totale de calories perdues et gaspillées concerne principalement les céréales, les produits oléagineux, les produits frais et les édulcorants, les céréales comptant pour plus de 50 % (Graphique 2). D'après le scénario des *Perspectives* sur l'hypothèse d'une réduction de moitié du gaspillage et des pertes alimentaires d'ici à 2030, conformément aux cibles des ODD, l'apport calorique dans la région pourrait croître de 5 % par rapport au niveau de référence, et le nombre de personnes sous-alimentées diminuer de 22 %, augmentation qui s'accompagnerait d'une baisse des émissions de GES. Cela signifie que, d'ici à 2030, l'apport calorique pourrait augmenter de 8.3 % par rapport à son niveau moyen de la période de référence 2021-23 et le nombre de personnes sous-alimentées diminuer de 15.4 millions.

La consommation de protéines par habitant devrait atteindre 94 g par personne et par jour en 2033, ce qui représente une augmentation de 4 g par personne par rapport au niveau actuel. Cette hausse est principalement attribuable aux produits animaux, qui constituent 70% de l'augmentation de l'apport protéique. La consommation de viande devrait augmenter de 3.3 kg par personne pour atteindre près de 52 kg par personne et par an à l'horizon 2033, ce qui équivaut à 80 % de plus que la moyenne mondiale. Cette croissance provient de la volaille et de la viande porcine, dont la consommation devrait respectivement augmenter de 0.8 % et de 0.7 % par an, tandis que la consommation de viande bovine devrait enregistrer un léger recul d'ici à 2033. La consommation de produits halieutiques et aquacoles

reste faible dans la région (62 % de la moyenne mondiale), mais elle devrait croître de 0.3 % par an pour atteindre 3 kg par personne et par an d'ici à 2033.

La région Amérique latine et Caraïbes représente 12 % de la consommation mondiale d'aliments pour animaux. La production devrait augmenter de 1.2 % par an, soit une hausse similaire à celle de la viande et plus rapide que celle des produits laitiers. Cette progression intervient malgré des améliorations génétiques attendues, lesquelles permettraient d'obtenir de meilleurs taux de conversion alimentaire, et témoigne de l'intensification accrue des systèmes de production, essentielle à la croissance. Le maïs représentera un peu plus de 50 % de la consommation supplémentaire d'aliments pour animaux, et le tourteau protéique 21 %. Le maïs et le tourteau protéique utilisés pour l'alimentation animale enregistreront donc une hausse annuelle respectivement de 1.4 % et de 1.1 %.

La région contribue de manière substantielle aux marchés mondiaux des biocarburants : à l'heure actuelle, sa part y est de 28 % pour l'éthanol et de 17 % pour le biodiesel. Le Brésil fournit près de 90 % de l'éthanol produit et consommé dans la région, ainsi que 71 % et 79 % respectivement du biodiesel produit et consommé. Portée par le programme RenovaBio, qui vise à réduire l'intensité des émissions au titre des engagements pris lors de la COP21, et par la demande croissante de carburant pour les transports, la consommation d'éthanol devrait progresser de 37 % au cours de la prochaine décennie. La canne à sucre devrait continuer de constituer la principale matière première utilisée à cet égard. La compétitivité de l'éthanol de canne à sucre a renforcé la part du Brésil dans les exportations mondiales, laquelle devrait se maintenir à 24 % en dépit de l'augmentation rapide de la consommation intérieure.

Échanges

Les exportations sont essentielles pour soutenir la croissance du secteur agricole, mais les risques s'accroissent

Sous l'impulsion de l'Amérique du Sud, la région Amérique latine et Caraïbes est le premier exportateur net parmi toutes les régions étudiées dans le présent chapitre. Parallèlement, plusieurs pays et sous-régions, dont le Panama, El Salvador et la plus grande partie des Caraïbes, sont des importateurs nets de produits agricoles. Malgré ces différences, les échanges au sein de la région restent faibles.

Les exportations ont joué un rôle central dans la croissance agricole à l'échelle régionale, en atténuant sa fragilité face à l'instabilité macroéconomique inhérente et en renforçant sa résilience face aux chocs exogènes. L'augmentation continue de la part de ses exportations dans la valeur totale de la production, qui pourrait dépasser les 70 % d'ici à 2033, rend compte de sa relative importance. Son excédent commercial dans le domaine des produits agricoles a augmenté de 26 %, une progression supérieure à celle de toutes les régions présentées dans ce chapitre. Par conséquent, sa part dans les exportations mondiales devrait atteindre 19 % d'ici à 2033. Le Brésil est le premier pays exportateur et contribue pour près de 50 % à la croissance dans la région, mais sa croissance devrait ralentir pour s'établir à 1.8 % par an, bien loin des 7.2 % annuels enregistrés au cours de la dernière décennie. Le Mexique et l'Argentine contribuent aussi pour une large part à la croissance des exportations régionales, et les exportations de fruits du Pérou devraient également augmenter rapidement.

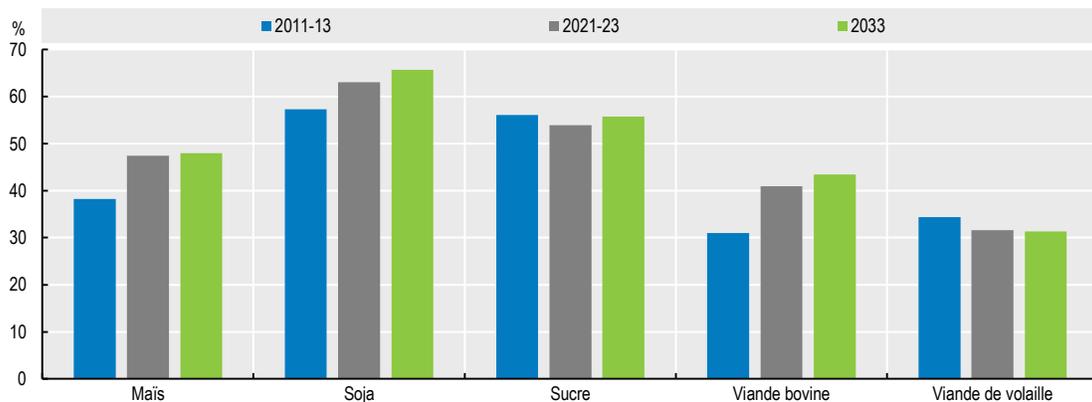
Dans le contexte d'une forte hausse de la production, la région a consolidé sa part dans les exportations mondiales et, d'ici à 2033, devrait être un acteur majeur des exportations mondiales de soja (66 %), de sucre (56 %), de tourteau protéique (54 %), de maïs (48 %), de bœuf (43 %), de farine de poisson (40 %), de volaille (31 %), de coton (28 %) et de fruits (24 %). En ce qui concerne les exportations de soja, de sucre et de viande bovine, leur part s'accroît. Ce rôle de premier plan manifeste sur les marchés d'exportation renforce leur tendance mondiale à la concentration.

L'importance des exportations agricoles de la région se traduit non seulement par sa position centrale dans les échanges mondiaux, mais également par le rôle essentiel des exportations pour stimuler la

croissance de la production. La durabilité de la croissance dépendra du maintien de l'orientation vers l'ouverture aux échanges sur le marché mondial. Les crises de ces quatre dernières années ont mis au jour les vulnérabilités du système commercial mondial, lesquelles ont entraîné des goulets d'étranglement logistiques et une augmentation des coûts. Le dernier problème en date concerne la perturbation du trafic dans le canal de Panama, due à la sécheresse, et du canal de Suez, en raison du conflit en mer Rouge. Les exportations vers l'Union européenne et les États-Unis représentant respectivement moins de 14 % et 22 % des exportations totales, les répercussions semblent limitées, mais cette situation constitue un obstacle de taille pour les pays situés sur la côte Pacifique, tels que le Chili, le Pérou, l'Équateur et la Colombie. Elle fait peser un risque sur les exportations croissantes de produits frais en provenance du Chili et du Pérou, dont des volumes importants sont généralement destinés à l'Union européenne. La persistance de ces contraintes soulève le risque d'une hausse des tarifs du transport maritime et, ce faisant, d'une baisse de la compétitivité des exportations de la région.

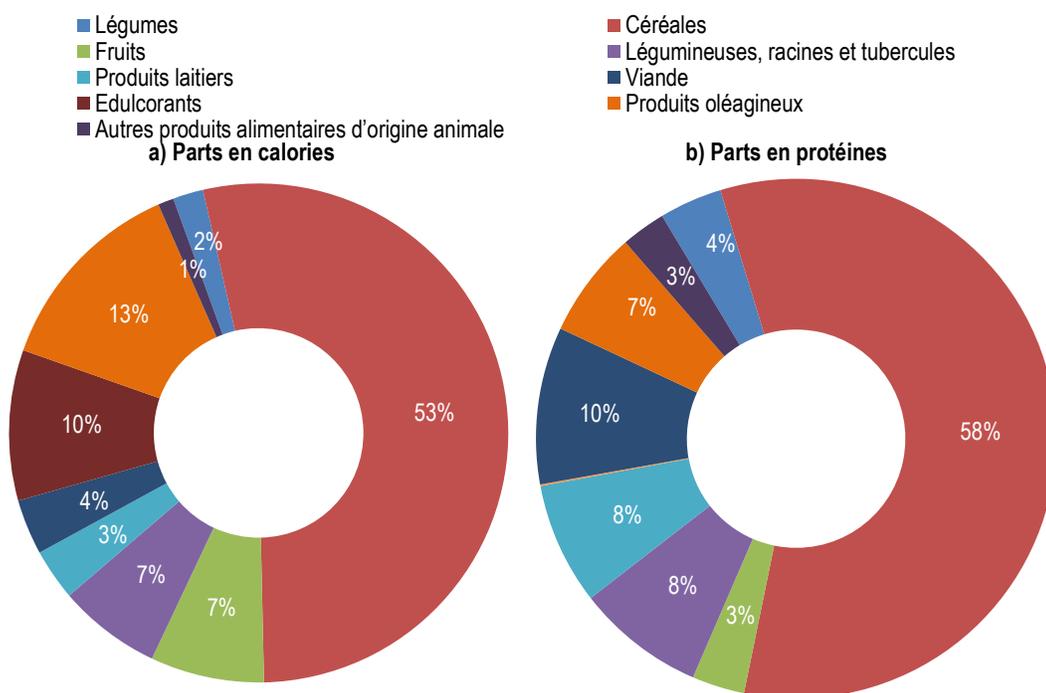
Face aux différentes crises, plusieurs pays exportateurs ont adopté des politiques commerciales privilégiant l'approvisionnement national. L'absence de telles contraintes dans la région Amérique latine et Caraïbes lui a permis de gagner des parts de marché. Néanmoins, de nombreuses régions du monde ont privilégié le développement des chaînes d'approvisionnement nationales afin de limiter les risques de perturbation. Au cours de la prochaine décennie, la région sera influencée par l'évolution des relations commerciales dans le monde, laquelle devrait déboucher sur de nouvelles possibilités et de nouveaux risques. Si la croissance tirée par les exportations a porté ses fruits par le passé, le fléchissement de la demande mondiale d'importations ainsi que la volatilité et la fragmentation croissantes du marché accentuent la fragilité du commerce international. Quant au commerce infrarégional, il a tout à gagner de l'intégration des marchés intérieurs et de l'amélioration du fonctionnement des petites et moyennes entreprises, des coopératives et des exploitations familiales, qui permettraient de diversifier les perspectives commerciales du secteur et de le rendre plus résilient.

Graphique 1. Tendances d'évolution des parts de la région Amérique latine et Caraïbes dans les exportations



Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

Graphique 2. Répartition du gaspillage et des pertes alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, exprimés en calories et protéines, 2021-2023

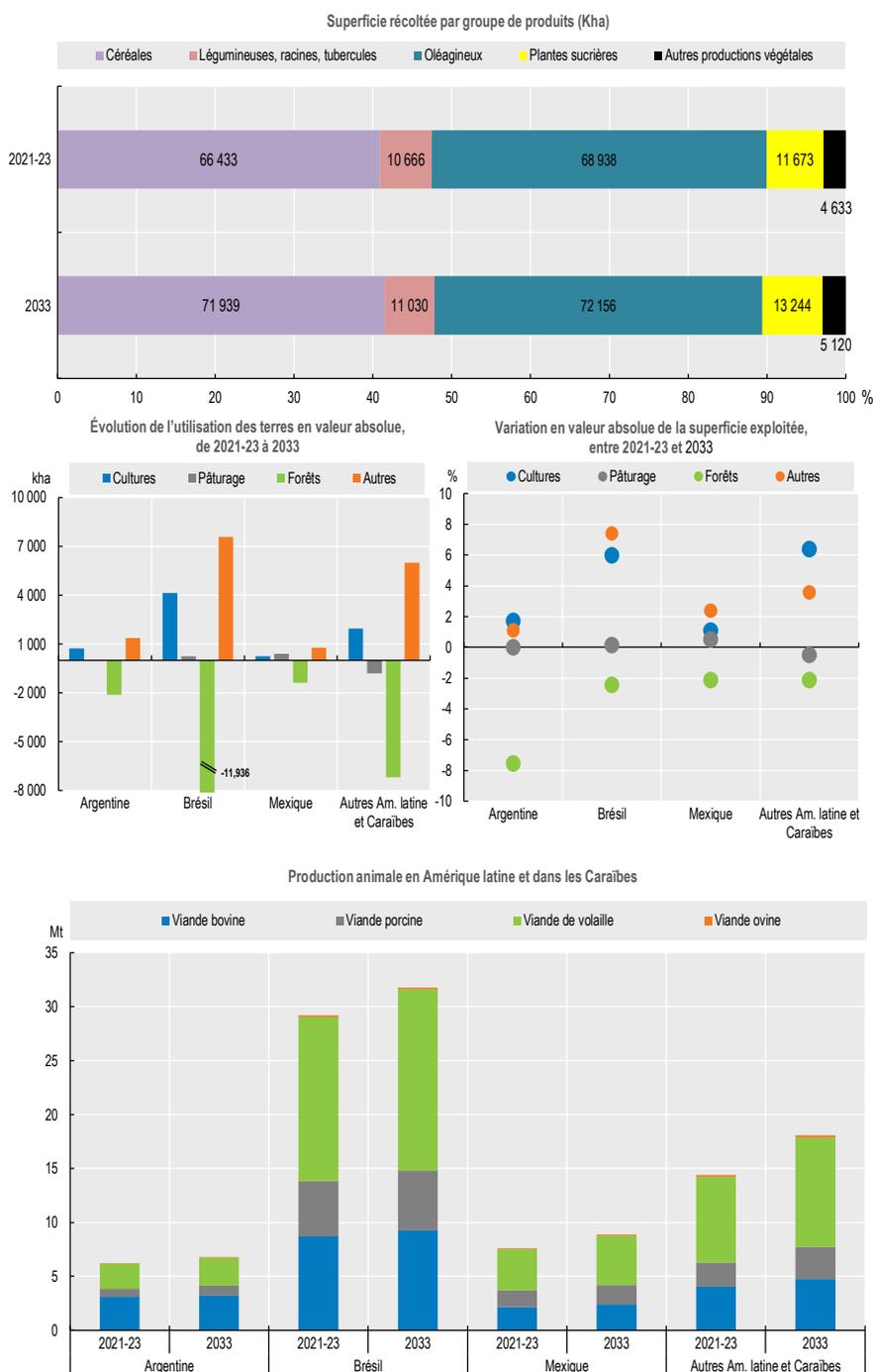


Note : Autres produits alimentaires d'origine animale incluent les œufs et le poisson.

Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/34oe87>

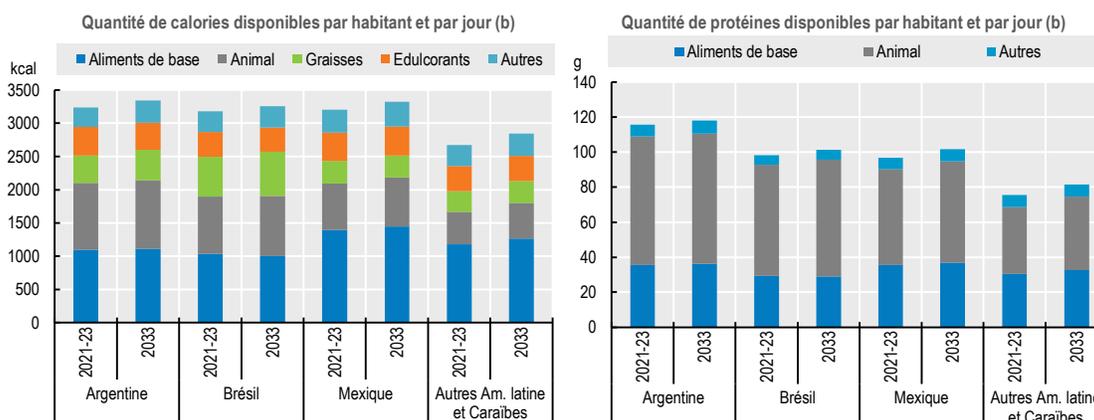
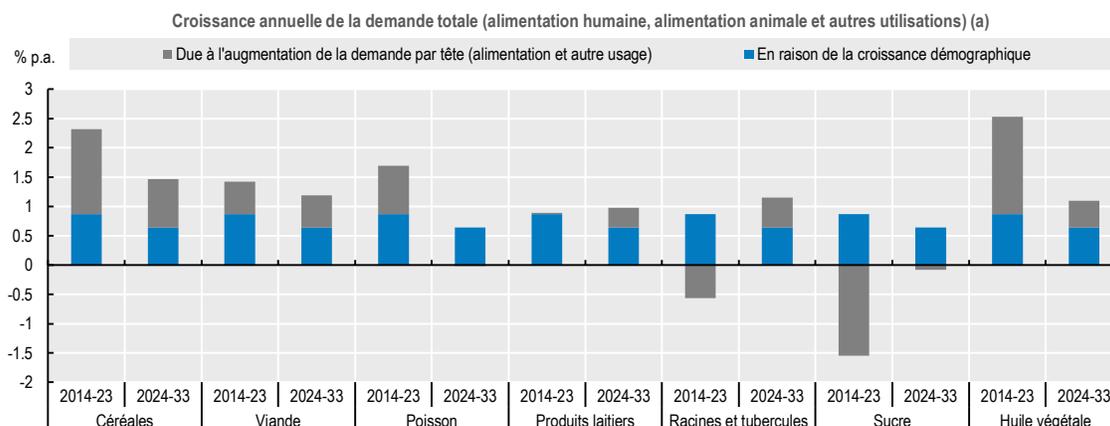
Graphique 3. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Amérique latine et Caraïbes



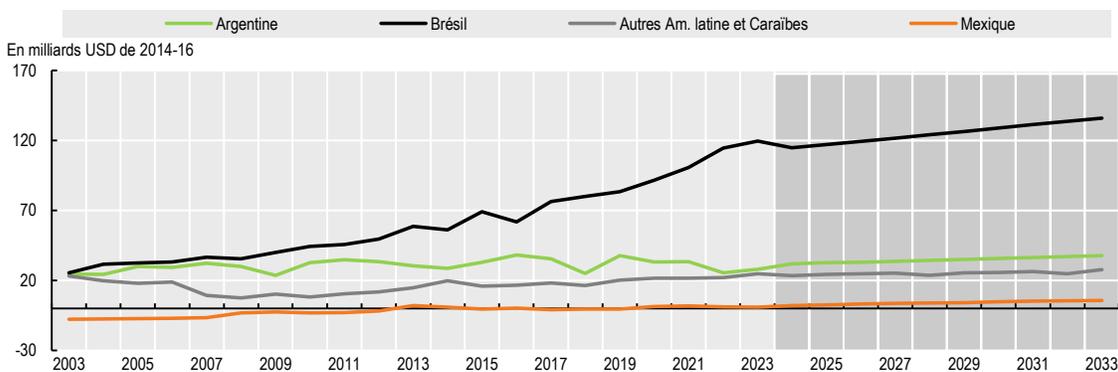
Source : FAO (2024). FAOSTAT, Valeur de la production agricole (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/dm59is>

Graphique 4. Demande en produits essentiels et quantités d'aliments disponibles en Amérique latine et dans les Caraïbes



Balances des échanges agricoles de la région Amérique latine et Caraïbes (c)



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les *Perspectives*. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; aliments d'origine animale : œufs, produits halieutiques et aquacoles, viande et produits laitiers hors beurre ; aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines et tubercules. c) Inclut les produits transformés et les produits halieutiques et aquacoles (non couverts par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des *Perspectives*. Source : FAO (2024). FAOSTAT, « Production », Valeur de la production agricole (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2024), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*, Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/8h5jqr>

Tableau 1. Indicateurs régionaux : Amérique latine et Caraïbes

	Moyenne		2033	%	Croissance ²	
	2011-13	2021-23 (base)			2014-23	2024-33
Hypothèses macroéconomiques						
Population (000)	602 008	659 589	709 221	7.52	0.87	0.64
PIB par habitant ¹ (kUSD)	9.85	9.12	10.89	19.41	-0.88	1.63
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	321.7	385.7	442.2	14.65	2.02	1.06
Valeur nette de la production végétale ³	139.1	183.8	210.3	14.42	2.53	1.10
Valeur nette de la production animale ³	137.4	152.9	171.4	12.13	1.06	1.18
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	45.2	49.0	60.4	23.42	3.33	0.56
Quantité produite (kt)						
Céréales	210 669	297 982	360 204	20.88	3.51	1.76
Légumineuses	7 485	7 766	9 024	16.20	0.37	1.34
Racines et tubercules	14 545	14 577	16 406	12.54	0.53	1.07
Oléagineux ⁴	145 187	208 926	243 967	16.77	2.27	0.81
Viande	48 132	57 394	65 501	14.12	1.81	1.25
Produits laitiers ⁵	9 630	10 940	12 043	10.08	0.87	0.98
Produits halieutiques et aquacoles	16 032	16 993	18 687	9.97	2.91	0.61
Sucre	57 692	58 635	66 688	13.73	0.69	0.98
Huile végétale	21 163	28 895	33 157	14.75	1.64	1.00
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	5 976	9 916	12 505	26.11	4.72	2.04
Éthanol	26 739	35 374	47 811	35.16	1.89	2.21
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	657 465	651 601	658 517	1.06	-0.01	0.08
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	149 222	163 214	170 263	4.32	0.85	0.31
Superficie totale des pâturages ⁷	508 243	488 387	488 254	-0.03	-0.28	0.00
Émissions de GES (Mt éq. CO ₂)						
Total	1 019	1 108	1 142	3.12	0.99	0.33
Imputables à la production végétale	98	114	123	8.13	2.11	0.79
Imputables à la production animale	905	969	993	2.45	0.80	0.28
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	2 909	2 979	3 101	4.09	0.35	0.29
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	86.5	89.8	94.2	4.9	0.4	0.4
Consommation alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	149.1	146.8	151.8	3.41	-0.05	0.31
Viande	46.0	49.0	51.8	5.65	0.79	0.56
Produits laitiers ⁵	15.9	16.2	16.6	2.38	-0.03	0.34
Produits halieutiques et aquacoles	10	11	11	5.47	-0.03	0.41
Sucre	41	35	34	-1.83	-1.40	-0.11
Huile végétale	18	20	20	0.85	1.72	0.08
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	96	165	207	26.00		
Valeur des exportations ³	171	263	320	21.73	4.47	1.75
Valeur des importations ³	75	98	112	14.54	2.93	1.27
Taux d'autosuffisance alimentaire (calories) ¹⁰	130.9	137.6	138.0	0.32	0.43	0.03

Notes : 1. en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir glossaire). 3. Valeurs calculées selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. En équivalent extrait sec. 6. La superficie tient compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Terres disponibles pour le pacage. 8. Quantité d'aliments disponibles, et non la quantité absorbée. 9. Céréales, oléagineux, légumineuses, racines et tubercules. 10. Production / (production + importations - exportations)*100.

Source : FAO (2024). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2024), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Notes

¹ Fuglie, Keith (2015), « Accounting for growth in global agriculture », *Bio-based and Applied Economics* 4 (3) : pp. 221-254 (mis à jour avec les données de 2019, USDA).